

RAPPORT N° 162
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
sur l'actualisation du plan financier
pour les années 2011–2013

5 octobre 2009

Le 2 octobre 2007, le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil son rapport sur le programme gouvernemental 2007–2011 et le plan financier de la législature 2007–2011.

En application de l'article 38 de la loi sur les finances de l'Etat, le Conseil d'Etat est tenu d'actualiser périodiquement son plan financier. C'est l'objet du présent rapport qui traite de l'actualisation des prévisions du plan financier pour l'année 2011 et qui présente les perspectives financières de l'Etat pour les années 2012 et 2013.

Ce rapport est articulé de la manière suivante:

- 1. Le rôle important du plan financier**
- 2. La brusque détérioration de l'économie et les nombreuses incertitudes**
 - 2.1 *Reviement important et brusque*
 - 2.2 *Un constat général lourd d'incertitudes*
 - 2.2.1 Incertitudes en matière économique
 - 2.2.2 Incertitudes aux plans cantonal et fédéral
- 3. Le plan financier 2010–2013**
 - 3.1 *Les évaluations initiales*
 - 3.2 *Les adaptations apportées aux prévisions de départ*
 - 3.3 *Les résultats du plan financier 2010–2013*
 - 3.4 *Le contenu du plan financier 2010–2013*
 - 3.4.1 Analyse des dépenses et des recettes selon leur nature
 - 3.4.2 Analyse selon les principales tâches publiques
- 4. Conclusions**

1. LE RÔLE IMPORTANT DU PLAN FINANCIER

En préambule à la présentation et à l'analyse du contenu et des résultats des prévisions 2010–2013, il convient de rappeler et de souligner toute l'importance et la nécessité que revêt l'établissement de projections à moyen terme pour assurer la meilleure gouvernance possible.

L'exercice oblige chaque secteur à mener périodiquement une réflexion de fond quant à la conduite des politiques qu'il est amené à devoir mettre en œuvre, en particulier à en évaluer les incidences financières et en personnel et à en déterminer un calendrier d'exécution.

A cette approche sectorielle succède la vision d'ensemble consistant à juxtaposer les besoins ainsi exprimés aux ressources globales disponibles, à canaliser le tout dans l'optique du maintien d'une situation financière saine. C'est le rôle du Conseil d'Etat à qui il appartient:

- d'opérer un choix parmi les multiples tâches à accomplir;
- de fixer un ordre de priorités;
- d'ajuster le programme envisagé et le calendrier de réalisation aux possibilités effectives de couverture financière.

Il n'est à l'évidence pas aisé de prévoir avec précision l'évolution future, ce d'autant plus que les prévisions demeurent toujours soumises à de multiples impondérables. Toutefois, en dépit des difficultés et des incertitudes qui pèsent sur la planification financière, le Conseil d'Etat considère qu'il est indispensable de décrire le scénario qui semble le plus probable, compte tenu des connaissances actuelles et des hypothèses retenues. Il estime que la valeur d'un plan financier réside moins dans l'exactitude des projections faites que dans les tendances générales qui s'en dégagent. L'objectif n'est pas tant de deviner l'avenir probable que de préparer l'avenir souhaitable, et même, de rendre probable l'avenir souhaitable.

Une actualisation et une prolongation de l'horizon temporel du plan financier de législature établi en 2007 se justifie au double motif, d'une part, du brusque et profond revirement des conditions économiques dans lesquelles s'insère l'intervention de l'Etat et, d'autre part, des importantes échéances attendues d'ici deux ans dans plusieurs domaines, en particulier celui de la santé.

2. LA BRUSQUE DÉTÉRIORATION DE L'ÉCONOMIE ET LES NOMBREUSES INCERTITUDES

2.1 Reviement important et brusque

Les dernières années de la législature 2002–2006 et les années 2007 et 2008 ont été exceptionnelles à plus d'un titre. Elles se sont notamment caractérisées dans notre canton par:

- une conjoncture très dynamique,
- une inflation modérée,
- des taux d'intérêt en baisse,
- des recettes fiscales en hausse soutenue malgré des baisses successives de la fiscalité,
- une réduction importante des moyens affectés au service de la dette et une augmentation substantielle du produit des placements.

Depuis l'automne 2008, la situation et les perspectives économiques se sont modifiées radicalement. On a rarement assisté à une péjoration aussi rapide des pronostics économiques. Toutes les prévisions ont été revues à la baisse de façon successive. Un climat d'insécurité et d'incertitudes s'est installé et il s'est accompagné, dans certains secteurs, d'une perte de confiance. Dans ce contexte, on peut tout de même relever deux évolutions positives: le niveau très favorable des taux d'intérêts et un taux d'inflation faible.

Le passage brutal d'une période de haute conjoncture à une situation économique très morose complique l'actualisation du plan financier et les projections financières en particulier pour les années 2011 à 2013. De plus, après plusieurs exercices bénéficiaires consécutifs, il est difficile de faire comprendre que l'on va au-devant de prochaines difficultés.

2.2 Un constat général lourd d'incertitudes

2.2.1 Incertitudes en matière économique

L'actualisation du plan financier intervient à un moment où les perspectives économiques sont contrastées. D'un

côté, on voit pointer les premières lueurs de reprise mais, d'un autre côté, on table sur une poursuite de la progression du chômage et des perspectives moroses pour l'industrie d'exportation. En l'état, il est difficile de savoir à quel moment un véritable retournement durable de tendance va intervenir. L'incertitude porte non seulement sur le moment mais aussi sur l'ampleur d'un retour à la croissance. Des interrogations portent également sur l'évolution des taux d'intérêts et de l'inflation. La persistance d'une faible inflation aura certes des effets positifs pour l'économie mais elle ne sera pas sans effet sur l'évolution des rentrées fiscales. Enfin, il faut aussi tenir compte du fait que les collectivités publiques subissent avec retard les effets de la crise économique tant au niveau de l'encaissement des recettes fiscales qu'au niveau de certaines dépenses sociales qui, dans un premier temps, sont couvertes par l'effet des stabilisateurs automatiques (en particulier les mesures de lutte contre le chômage). Les budgets publics seront ainsi vraiment touchés par les effets de la crise à partir de 2011/12.

2.2.2 Incertitudes aux plans cantonal et fédéral

Les perspectives financières sont établies en tenant compte à la fois des bases légales et des tâches existantes et des projets envisagés par le Conseil d'Etat. Elles peuvent être modifiées de façon parfois importante par des décisions du Grand Conseil. C'est ainsi, par exemple, qu'il est difficile d'anticiper les suites qui seront données à diverses interventions parlementaires pendantes en matière de fiscalité ou en ce qui concerne la participation des communes au financement de certaines nouvelles tâches.

Sur le plan fédéral, les incertitudes et les risques financiers qui pourraient influencer les finances des cantons n'ont jamais été aussi nombreux et lourds.

La pression devient de plus en plus forte pour abaisser la fiscalité en particulier des familles. Il est vrai que la Confédération a très longtemps tardé à entreprendre quelque chose en la matière. Le plan financier tient compte des allègements de la fiscalité de la famille et de la prochaine correction de la progression à froid. En revanche, la réforme de la fiscalité des entreprises (2^e étape) n'est pas prise en compte.

Au titre du réexamen de ses tâches, la Confédération a planifié, dans son plan financier publié le 19 août 2009, des économies annuelles importantes (1,2 milliard en 2011 et 2012 et 1,5 milliard en 2013). Au vu de la détérioration annoncée de la situation financière de la Confédération, la pression sur les cantons va encore s'accroître.

D'autres incertitudes importantes peuvent encore être citées:

- les décisions imminentes en matière d'adaptations des contributions sociales (le renflouage de l'assurance chômage est prévu pour 2011) avec un impact potentiel pour les cantons de plus de 280 millions de francs en report de charges;
- l'évolution future de la subvention fédérale en faveur de l'assurance-maladie (plus de 60 millions par année pour le canton);
- l'introduction éventuelle au niveau fédéral de prestations complémentaires pour les familles dans le besoin (coût estimé à charge des cantons: 300 millions);
- les conséquences de la réforme des chemins de fer 2 qui a été renvoyée au Conseil fédéral;

- les montants limités alloués au fonds d'infrastructures qui pourraient déboucher sur la nécessité pour le canton de préfinancer certains investissements routiers;
- 6^e révision AI, actuellement en consultation;
- les conséquences financières incertaines du nouveau financement hospitalier (subventionnement des cliniques privées, libre circulation des patients) dès 2012. Le plan financier retient certains montants; on sait déjà que l'intervention complémentaire de l'Etat sera massive et qu'elle nous posera un problème de financement;
- le nouveau régime de financement des soins qui, selon la Conférence des directrices et directeurs de la santé, pourrait entraîner un transfert de coût sur les cantons de l'ordre de 350 millions de francs. Le plan financier a retenu des montants mais les évaluations sont délicates.

Enfin, un dernier volet est touché par des incertitudes, celui des principales recettes non fiscales de l'Etat représentent pour le canton pas loin de 450 millions de francs, à savoir:

- notre future part à la péréquation des ressources: 235,9 millions en 2008. Une nouvelle dotation sera fixée par les Chambres fédérales pour les années 2012-2015;
- notre future part à la compensation des cas de rigueur: 137,2 millions en 2008. Ici aussi la décision définitive tombera en 2011 sur les bases des conclusions d'un rapport d'évaluation;
- notre part au bénéfice de la BNS: 57 millions en 2008. La direction de la BNS a déjà laissé entendre que les cantons doivent s'attendre à une diminution des versements alloués;
- notre part à l'impôt anticipé: 22 millions en 2008. Quelles seront les conséquences sur cette recette de la crise financière et des attaques menées contre la place financière suisse?

En énumérant ces incertitudes et en procédant à cet «inventaire des risques», on prend mieux conscience des aléas portant sur les perspectives financières de ces prochaines années. Le plus préoccupant est sans doute la faible marge de manœuvre dont dispose le canton pour faire face aux obligations fédérales qui s'annonçaient déjà lors de l'élaboration du plan financier de législature et qui, maintenant, se concrétisent. Les dates d'entrée en vigueur des mesures étant désormais fixées dans plusieurs cas, le canton n'a guère d'autres choix que de les appliquer. On peut ajouter que sur le plan cantonal, les besoins découlant d'évolutions structurelles, en particulier d'origine démographique, vont de plus en plus peser sur les tâches assumées par l'Etat. Cette pression intervient au moment où les risques quant à l'évolution de nos recettes les plus importantes s'accroissent.

Les incertitudes planant sur les perspectives économiques et financières, les risques élevés découlant de la politique fédérale auraient pu nous inciter à faire l'impasse sur la projection de nos revenus et de nos charges. Le Conseil d'Etat pense, au contraire, que la planification financière gagne en intérêt et en importance lorsque le contexte général est instable et incertain. Elle annonce les évolutions parfois négatives auxquelles il faut s'attendre et elle permet de mieux se préparer à corriger les développements inappropriés.

3. LE PLAN FINANCIER 2010–2013

3.1 Les évaluations initiales

Les premières prévisions, établies par les services/établissements/directions, conduisaient aux résultats généraux suivants:

	Plan financier (en millions francs)				TOTAL 2010– 2013
	2010	2011	2012	2013	
Déficit du compte de fonctionnement	- 170,5	- 264,3	- 375,3	- 417,0	- 1227,1
Excédent de dépenses du compte des investissements	- 180,9	- 220,9	- 248,5	- 243,0	- 893,3
Insuffisance de financement	- 230,0	- 347,0	- 452,8	- 486,5	- 1516,3

De toute évidence, ces projections nécessitaient amendement: non seulement elles s'écartaient de manière extrême des contraintes légales en matière financière, mais, au surplus, la fortune actuelle de l'Etat (626 millions francs à fin 2008) aurait été dissoute début 2012 selon le scénario esquissé. Le Conseil d'Etat s'est attaché à remodeler ces prévisions de sorte de se rapprocher le plus possible des exigences fixées dans la Constitution en ce qui concerne l'équilibre du compte de fonctionnement. Dans sa démarche, il a également pris en considération la nécessité d'atténuer, autant que faire se peut, les conséquences de la crise économique en pratiquant une politique anticyclique.

3.2 Les adaptations apportées aux prévisions de départ

Le réexamen visant à redimensionner le projet initial de plan financier a notamment porté sur les domaines suivants: les investissements, le personnel, le subventionnement, les charges et recettes de fonctionnement, une attention particulière étant portée sur les nouveaux projets: le tableau ci-après résume l'importance des adaptations apportées dans les principales rubriques susmentionnées:

	Plan financier 2010–2013 initial	Plan financier 2010–2013 final	Variation
	(en millions de francs)		
FONCTIONNEMENT	- 1227,1	- 297,6	- 929,5
Charges	13 619,5	12 968,0	- 651,5
· Personnel	5 906,3	5 722,6	- 183,7
· Consommation	1 801,6	1 707,5	- 94,1
· Transferts (subventionnement)	4 949,0	4 676,8	- 272,2
· Financières et comptables (amortissements)	962,6	861,1	- 101,5
Revenus	12 392,4	12 670,4	+ 278,0
· Fiscalité cantonale	4 111,7	4 119,3	+ 7,6
· Ressources d'exploitation	2 283,1	2 368,1	+ 85,0
· Transferts	5 796,0	5 908,9	+ 112,9
· Financements spéciaux	201,6	274,1	+ 72,5
INVESTISSEMENTS	- 893,3	- 609,1	- 284,2
· Dépenses	1 167,8	938,3	- 229,5
· Recettes	274,5	329,2	+ 54,7

Globalement, le déficit total du compte de fonctionnement a été réduit des trois-quarts et le volume des investissements nets à charge de l'Etat a été stabilisé à une moyenne annuelle de l'ordre de 150 millions de francs. Toutes ces adaptations ont permis de ramener le besoin de financement pour la période 2010–2013 de 1,5 milliard de francs à un peu plus de 400 millions de francs. L'effort de contraction des déficits a porté sur tous les plans; toutes les catégories de charges/dépenses ont été revues à la baisse alors que tous les revenus/recettes ont été corrigés à la hausse.

Dans le cadre de ses travaux d'ajustement des prévisions des services et établissements, le Conseil d'Etat a cependant agi avec discernement, optant d'abord pour une politique de report, d'étalement et de redimensionnement des multiples propositions nouvelles présentées. Cette approche est, au demeurant, légitimée par le constat, régulièrement fait, des retards parfois importants qui interviennent dans la mise en œuvre et l'exécution des projets.

3.3 Les résultats du plan financier 2010–2013

Au terme de son examen, le Conseil d'Etat présente un plan financier pour la période 2010–2013 dont les principaux résultats en millions de francs sont les suivants:

	Plan financier			Période 2010– 2013	
	Budget 2010	2011	2012		2013
Boni (+) / Déficit (-) du compte de fonctionnement	+ 0,9	- 60,1	- 105,6	- 132,8	- 297,6
Excédent de dépenses (-) du compte des investissements	- 128,7	- 147,0	- 175,8	- 157,6	- 609,1
Autofinancement	109,2	60,0	29,3	6,2	204,7
Insuffisance de financement	19,6	87,0	146,4	151,4	404,4
Quote-part en% des subventions cantonales par rapport à la fiscalité cantonale (limite légale: 41%)	39,0	40,8	42,7	43,5	--

En dépit des nombreuses et importantes adaptations (cf. point 3.2 ci-avant) qui y ont été apportées par le Conseil d'Etat, le plan financier pour la période 2010–2013 fait apparaître une détérioration sérieuse des finances cantonales dans un avenir très rapproché. Il est évident que des correctifs devront et seront décidés dans le cadre de l'établissement des budgets annuels. Force est de constater que les résultats des exercices 2011 mais surtout ceux de 2012 et 2013 nécessiteront la remise en question de certains projets, dont certains sont imposés par la Cst. Le respect du principe de l'équilibre budgétaire, comme la règle du plafonnement de la quote-part des subventions cantonales, pourraient aussi rendre rapidement nécessaire l'élaboration d'un programme de mesures relevant de la compétence du Grand Conseil.

3.4 Le contenu du plan financier 2010–2013

3.4.1 Analyse des dépenses et des recettes selon leur nature

Fonctionnement

S'agissant du compte de fonctionnement, les différents revenus et charges devraient connaître l'évolution suivante, en millions de francs:

Variation annuelle par rapport à l'exercice précédent

	Plan financier				Variation
	Budget 2010	2011	2012	2013	2009– 2013
Charges	+ 147,0	+ 74,9	+ 124,7	+ 104,4	+ 451,0
· Personnel	+ 44,6	+ 38,5	+ 41,6	+ 45,3	+ 170,0
· Consommation	+ 38,2	+ 4,3	+ 5,1	+ 10,0	+ 57,6
· Transferts (subventionnement)	+ 43,0	+ 29,0	+ 68,3	+ 47,4	+ 187,7
· Financières et comptables (amortissements)	+ 21,2	+ 3,1	+ 9,7	+ 1,7	+ 35,7
Revenus	+ 147,2	+ 13,9	+ 79,2	+ 77,2	+ 317,5
· Fiscalité cantonale	- 30,9	+ 10,5	+ 30,3	+ 35,5	+ 45,4
· Exploitation	+ 36,4	+ 0,2	+ 10,3	+ 7,0	+ 53,9
· Transferts	+ 106,6	+ 18,1	+ 39,3	+ 37,0	+ 201,0
· Financements spéciaux	+ 35,1	- 14,9	- 0,7	- 2,3	+ 17,2

Ce tableau met clairement en évidence la problématique des finances cantonales au cours des prochaines années: une croissance annuelle des charges supérieure à celle des revenus.

Près de 80% de l'augmentation des charges concernent la masse salariale et les transferts. A cet égard, il convient notamment d'indiquer ce qui suit en ce qui concerne:

- les charges de personnel: sur ce plan, le Conseil d'Etat a été confronté à une demande de création de nouveaux postes considérable, ascendant à plus de 1000 unités. Ces requêtes ont fait l'objet d'un examen détaillé et, après un tri sévère, quelque 720 postes ont été provisoirement admis sur la période 2010–2013, notamment pour répondre aux besoins dans les différents secteurs de l'enseignement (+ 400 postes), des réseaux de santé (plus de 80 postes additionnels) et également à certaines exigences (loi sur le travail, allongement de la durée des vacances);
- le subventionnement: dans ce domaine, il a été nécessaire de répondre à une série de nouvelles et importantes interventions financières de l'Etat, dont la charge incombe, dans la plupart des cas, exclusivement au canton. Pour ne citer que les principales: fusions des communes/péréquation financière (+ 11,5 mios dès 2011), nouveau régime de financement hospitalier (+ 28,5 mios dès 2012), prestations complémentaires pour les familles (+ 15 mios dès 2012, + 30 mios dès 2013), allocations de maternité (+ 3,6 mios dès 2011), structure d'accueil de la petite enfance (+ 2 mios dès 2011). Ceci s'ajoute à la pression qui continue de s'exercer dans plusieurs autres domaines, tels que écoles et institutions spécialisées/EMS/Assurance-mala-

die/prestations complémentaires, dont l'augmentation de charges avoisine les 20 millions de francs par an;

- les revenus, en particulier les recettes fiscales, subissent avec décalage le contrecoup de la crise économique actuelle. La croissance des rentrées d'impôts n'est appelée à retrouver le rythme de ces dernières années qu'à partir de 2012, après qu'elle aura enregistrée une nette péjoration en 2010–2011 au niveau des personnes morales. Ce fléchissement peut heureusement être en partie compensé par la prévision de recettes plus conséquentes en matière de RPT (+ 44 mios en 2010, + 13 mios supplémentaires en 2011, + 15 mios additionnels en 2012). Par ailleurs, la progression du montant des participations de la Confédération, des communes et des tiers au financement des tâches cantonales atténue également le choc en suivant le rythme de hausse des charges en question.

Investissements

Au terme d'un examen détaillé, le Conseil d'Etat a retenu un programme d'investissements pour la période 2010–2011 qui se présente ainsi en millions de francs:

	Plan financier				Période
	Budget 2010	2011	2012	2013	2010– 2013
Investissements propres					
· Dépenses brutes	174,0	186,3	177,5	155,2	693,0
· Dépenses nettes	90,0	101,7	120,5	102,2	414,4
Subventionnement d'investissements					
· Dépenses brutes	53,1	58,1	67,0	67,1	245,3
· Dépenses nettes	38,7	45,3	55,3	55,4	194,7
TOTAL					
· Dépenses brutes	227,1	244,4	244,5	222,3	938,3
· Dépenses nettes	128,7	147,0	175,8	157,6	609,1

Une liste détaillée des investissements figure en annexe au présent rapport.

Ce programme appelle plusieurs remarques:

- quant à son importance tout d'abord. Au cours de la période 2010–2013, il est envisagé de consacrer en moyenne par année une somme de 235 millions de francs pour des investissements. C'est un volume qui est supérieur d'un quart par rapport aux dépenses effectives de ces derniers exercices. Indéniablement, avec ce programme, l'Etat apporte un soutien non négligeable à l'économie du canton;
- quant à son financement ensuite. Au cours de la prochaine période 2010–2013, l'effort que le canton est appelé à fournir augmente de manière plus conséquente encore, puisque les investissements nets, à charge exclusive de l'Etat, devraient s'accroître de quelque 50%, à hauteur de 150 millions de francs en moyenne annuelle (100 millions entre 2005 et 2008). Cela signifie aussi que les projets à réaliser ne seront pas ou moins subventionnés par la Confédération;
- quant à son contenu enfin. Les années 2010 à 2013 enregistreront l'achèvement d'importantes réalisations (Collège de Gambach, Université, Ecole des

métiers, Etablissements pénitentiaires de Bellechasse, H189, notamment), mais verront aussi démarrer les travaux relatifs à d'autres projets (HES santé-social, Bibliothèque cantonale, bâtiment commandement Police, réseau Polycom, Réseau hospitalier fribourgeois, Pont de la Poya, en particulier). En matière de soutien aux investissements, il y a lieu de relever les contributions en forte augmentation que le canton a prévu d'apporter en faveur des remontées mécaniques (16 mios sur la période), les transports publics (77 mios sur la période) et l'énergie (30 mios sur la période). En particulier dans ces deux derniers domaines, il s'agira d'assurer le financement des projets envisagés avant de passer à leur mise en œuvre.

3.4.2 Analyse selon les principales tâches publiques

Si l'on s'attache à examiner le plan financier selon les différents domaines d'intervention publique, on relève d'intéressantes évolutions.

Fonctionnement

La modification dans le temps des besoins de la population et de l'économie, la mise en œuvre de nombreux projets, des ajustements de répartition de charges sont les principales causes des changements intervenant dans l'attribution des moyens financiers entre les principales tâches assumées par l'Etat.

Croissance des différentes charges brutes de fonctionnement

2013 par rapport à 2009 en %

Au-dessus de la moyenne	Moyenne	Au-dessous de la moyenne	
Trafic	+ 29,1	+15,3	Enseignement et formation + 10,9
Administration générale	+ 24,1		Economie publique + 9,8
Prévoyance sociale	+ 22,5		Sécurité publique + 9,2
Santé	+ 19,5		Protection et aménagement de l'environnement + 4,4
			Finances et impôts + 4,0
			Culture et loisirs - 0,4

En charge annuelle, l'Etat dépenserait, selon les prévisions, 451 millions de francs de plus en 2013 qu'en 2009. Cette somme servirait à faire face notamment aux besoins supplémentaires de:

- la prévoyance sociale: + 122 mios;
- l'enseignement et la formation: + 109 mios;
- la santé: + 94 mios;

qui absorberaient ainsi, à eux seuls, les troisquarts des charges additionnelles totales.

Cette tendance à une telle concentration n'est pas fondamentalement nouvelle. Elle traduit en définitive assez bien les priorités gouvernementales.

Une analyse plus fine permet cependant de mettre en exergue l'émergence d'accents particuliers. Ainsi, dans les domaines suivants, pour:

Domaine	Prestations	Charges supplémentaires en 2013 par rapport à 2009	
		%	mios
Formation	Ecole enfantine	+ 38	+ 13,5
Santé	Nouveau régime de financement hospitalier	--	+ 28,0
	Assurance-maladie	+ 20	+ 27,1
Prévoyance sociale	Etablissements médico-sociaux	+ 41	+ 21,5
	Prestations complémentaires pour familles	--	+ 30,0
Trafic	Transports publics régionaux	+ 53	+ 26,4

A relever que certaines charges nouvelles mentionnées ci-dessus dépendent de décisions fédérales et que leur financement devra encore faire l'objet d'un examen approfondi.

Investissements

En la matière, et comme le démontre le tableau ci-après, les ressources seront allouées de manière quelque peu différente de par le passé:

Dépenses d'investissements (en millions de francs/en %)

	Budget 2009		Total 2010-2013	
	mios	%	mios	%
Administration générale	29,5	12,9	32,0	3,4
Sécurité publique	10,7	4,7	61,9	6,6
Enseignement et formation	16,9	7,4	180,0	19,2
Culture et loisirs	2,4	1,0	14,2	1,5
Santé	16,5	7,2	68,2	7,3
Prévoyance sociale	5,9	2,6	24,4	2,6
Trafic	100,1	43,6	352,1	37,5
Protection et aménagement de l'environnement	18,1	7,9	52,8	5,6
Economie publique	26,2	11,4	143,1	15,3
Finances et impôts	3,0	1,3	9,6	1,0
	229,3	100,0	938,3	100,0

Durant la période 2010-2013, on devrait assister à un redéploiement significatif des investissements:

- d'une part, il se fera moins de travaux pour des objets concernant l'administration générale;
- d'autre part, et bien que sa part soit en baisse relative, le domaine touchant le trafic en général accaparera toujours plus du tiers du total des investissements; toutefois, la part destinée aux routes se restreindra de 39,1% à 27,5%, alors que dans le même temps, les apports en faveur des transports publics s'accroîtront notablement pour représenter 8,3% du total des investissements (4,5% en 2009);
- enfin, un développement notoire des investissements est à attendre en faveur de la formation (multiples projets: Gambach, Collège du Sud, Haute école spécialisée santé-social, Université, Ecole des métiers. Haute école technique), de la sécurité publique (Police: bâtiment de commandement, Polycom) et de l'économie,

plus particulièrement pour le tourisme (remontées mécaniques) et l'énergie (30,5 millions de francs prévus sur 4 ans, contre 2,2 millions de francs en 2009).

4. CONCLUSIONS

L'actualisation du plan financier n'aura probablement jamais été aussi délicate tant les incertitudes sont nombreuses aussi bien au plan des dépenses qu'au plan des recettes. Au vu des perspectives financières des années 2011–2013, le Conseil d'Etat s'est demandé s'il ne devait pas d'ores et déjà étudier et présenter des mesures d'économies. Compte tenu des incertitudes présentées sous le point 2 et de la situation économique difficile qui vient de nécessiter la mise en place d'un plan de soutien, il a décidé pour l'instant de renoncer à mener une telle démarche. En revanche, il tient d'ores et déjà à constater qu'au vu des perspectives financières, l'Etat n'est actuellement pas en mesure de financer tous les nouveaux projets prévus dans le plan financier (par exemples: en matière d'énergie, de transports, de prestations complémentaires) et les coûts supplémentaires des tâches existantes en particulier dans le domaine de la santé à la suite du report de charges sur les cantons.

De plus, si le retournement de la conjoncture tardait ou débouchait sur une croissance très molle, les difficultés financières pourraient rapidement s'amplifier. De la même façon, la seule réduction ou même la stagnation de nos parts à la péréquation financière fédérale ou au bénéfice

de la BNS nécessiteraient de revoir nos prestations et nos ambitions. La liste des nouveaux projets, les besoins importants en nouveaux postes, le poids des automatismes dans les dépenses, les réponses à donner aux défis démographiques (enseignement, santé, accueil des personnes âgées) montrent que nous ne sommes pas seulement confrontés à des difficultés passagères mais à des défis structurels importants. Les déficits annoncés ne résultent que partiellement des effets prévisibles de la crise. Ils relèvent avant tout de l'évolution de fond des besoins, des effets des transferts de charges de la Confédération vers le canton (santé) ou des communes vers l'Etat et des exigences croissantes de la société. Autrement dit, la fin de la crise ne va pas automatiquement nous amener l'équilibre budgétaire. Au contraire, la difficile conciliation de la couverture des besoins croissants de la société fribourgeoise avec le financement de ces derniers restera une tâche permanente. L'équilibre durable des finances cantonales est d'ailleurs exigé par notre Constitution. Notre bonne santé financière actuelle nous permet d'aborder ces défis avec une certaine sérénité mais la tâche s'annonce lourde et délicate. Le Parlement, les communes et les citoyens devront faire preuve de compréhension s'ils veulent que le canton puisse conserver une adéquation optimale entre l'offre de prestations publiques et le poids de la fiscalité.

C'est fort de ces considérations que le Conseil d'Etat vous invite à prendre acte de ce rapport.

INVESTISSEMENTS PROPRES
(en millions de francs)

ANNEXE

	B 2010		2011		Plan financier 2012		2013	
	Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net
<u>DICS</u>								
Collèges : équipement	0,6	0,6	1,0	1,0	--	--	--	--
Collège Gambach	8,0	8,0	15,0	15,0	15,0	15,0	17,0	17,0
Collège du Sud	1,0	1,0	5,0	5,0	6,0	6,0	1,5	1,5
Haute école spécialisée santé Haute école travail social	--	--	2,0	1,3	7,0	5,3	10,0	7,5
Université	6,5	1,3	12,5	5,5	17,0	11,9	6,0	4,2
Archives	--	--	0,1	0,1	0,4	0,4	2,0	2,0
Bibliothèque cantonale et universitaire	0,5	0,4	0,5	0,4	2,0	1,5	5,0	3,8
Musée d'art et d'histoire	--	--	--	--	--	--	0,1	0,1
<u>DSJ</u>								
Police : immeubles	1,1	1,1	1,3	0,7	2,5	2,5	8,5	8,5
Police : Polycor	0,5	0,5	14,0	9,5	14,0	10,0	6,5	2,0
Prisons	0,1	0,1	0,8	0,8	0,7	0,7	--	--
Etablissements de Bellechasse	6,9	5,3	1,0	-0,6	2,0	1,7	2,0	1,7
<u>DIAF</u>								
Institut agricole Grangeneuve	0,4	0,4	2,0	2,0	2,5	2,0	0,5	0,5
Forêts	1,2	1,2	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
<u>DEE</u>								
Ecole des métiers	9,0	6,0	6,5	3,5	--	-3,5	--	--
Haute école de technique et de gestion	--	--	0,5	0,4	0,5	0,4	2,0	1,6
<u>DSAS</u>								
Hôpital fribourgeois : immeubles	12,3	6,0	9,3	7,8	2,5	2,5	2,6	2,6
Hôpital fribourgeois : équipement	7,5	7,5	7,0	7,0	6,5	6,5	6,5	6,5
Réseau fribourgeois santé mentale	0,6	0,6	0,4	0,4	0,3	0,3	2,0	2,0
Buanderie Marsens	1,3	1,3	1,5	1,5	--	--	--	--
<u>DFIN</u>								
SITel : câblage informatique	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Site St-Léonard	0,5	--	--	--	--	--	--	--

DAEC

Routes cantonales	57,8	7,0	68,0	15,6	67,2	38,2	53,5	23,4
Routes nationales	5,6	0,5	2,5	- 0,2	1,7	- 0,2	1,5	- 0,2
Service des bâtiments : Laboratoires cantonaux, Tribunal cantonal unifié, Chancellerie, achat immeubles	7,2	7,2	12,7	12,7	4,5	4,5	2,5	2,5
TOTAL	129,2	56,6	165,1	90,9	153,8	107,2	131,2	88,7

PRETS ET PARTICIPATIONS
(en millions de francs)

	B 2010		2011		Plan financier 2012		2013	
	Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net
<u>DICS</u>								
Prêts de formation	0,5	0,1	0,5	0,1	0,5	0,1	0,5	0,1
<u>DIAF</u>								
Prêts du fonds rural	4,5	0,5	4,5	0,4	4,5	0,3	4,5	0,2
Prêts aux exploitations paysannes	0,5	- 0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
<u>DEE</u>								
Prêts pour les remontées mécaniques	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0
Prêts LIM	1,1	- 1,0	1,0	- 0,8	0,5	- 1,2	0,5	- 1,1
Prêts NPR	4,8	4,8	5,6	5,6	6,5	6,5	6,8	6,8
Transports	--	- 1,1	--	- 1,1	--	- 1,1	--	- 1,1
<u>DSAS</u>								
Pensions alimentaires	5,8	3,0	6,1	3,1	6,2	3,2	6,2	3,1
<u>DFIN</u>								
Prêts FTTH	15,0	15,0	--	--	--	--	--	--
Achats de titres	9,6	9,6	--	--	--	--	--	--
TOTAL	44,8	33,4	21,2	10,8	23,7	13,3	24,0	13,5

SUBVENTIONNEMENT D'INVESTISSEMENTS
(en millions de francs)

	B 2010		2011		Plan financier 2012		2013	
	Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net
<u>DICS</u>								
Bâtiments affectés à la culture	1,1	1,1	1,0	1,0	1,5	1,5	0,1	0,1
Bâtiments affectés au sport	--	--	--	--	1,0	1,0	1,0	1,0
<u>DIAF</u>								
Améliorations foncières	17,4	9,5	17,2	9,0	17,5	9,3	17,7	9,5
Forêts	0,1	--	--	--	--	--	--	--
<u>DEE</u>								
Transports	12,6	12,6	15,8	15,8	21,3	21,3	27,3	27,3
Energie	8,3	6,4	6,4	6,0	7,4	7,0	8,4	8,0
<u>DSAS</u>								
Hôpitaux	1,0	1,0	4,0	4,0	5,7	5,7	--	--
<u>DAEC</u>								
Passages à niveaux	0,4	0,2	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Lacs et cours d'eau	3,0	1,1	3,8	2,0	3,7	2,0	3,7	2,0
Protection de l'environnement	3,4	1,0	3,4	1,0	2,4	1,0	2,4	1,0
Constructions scolaires primaires	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3
Constructions scolaires CO	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
TOTAL	53,1	38,7	58,1	45,3	67,0	55,3	67,1	55,4
TOTAL DES INVESTISSEMENTS	227,1	128,7	244,4	147,0	244,5	175,8	222,3	157,6

**BERICHT Nr. 162
des Staatsrats an den Grossen Rat
über die Aktualisierung des Finanzplans
für die Jahre 2011–2013**

5. Oktober 2009

Am 2. Oktober 2007 hat der Staatsrat seinen Bericht zum Regierungsprogramm 2007–2011 und Legislaturfinanzplan 2007–2011 an den Grossen Rat überwiesen.

In Anwendung von Artikel 38 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates muss der Staatsrat einen Finanzplan erstellen und diesen periodisch aktualisieren. Dies ist auch der Zweck dieses Berichts, der sich mit der Aktualisierung der Finanzplanprognosen für das Jahr 2011 und einem Ausblick auf die Staatsfinanzen für die Jahre 2012 und 2013 befasst.

Dieser Bericht ist wie folgt gegliedert:

- 1. Wichtige Rolle des Finanzplans**
- 2. Plötzlicher Wirtschaftseinbruch und viele Unsicherheitsfaktoren**
 - 2.1 *Massiver und plötzlicher Wirtschaftseinbruch*
 - 2.2 *Allgemeine Einschätzung mit vielen Unsicherheitsfaktoren*
 - 2.2.1 Wirtschaftliche Unsicherheitsfaktoren
 - 2.2.2 Ungewissheiten auf Kantons- und Bundesebene
- 3. Finanzplan 2010–2013**
 - 3.1 *Ursprüngliche Schätzungen*
 - 3.2 *Anpassung der ursprünglichen Prognosen*
 - 3.3 *Ergebnisse des Finanzplans 2010–2013*
 - 3.4 *Inhalt des Finanzplans 2010–2013*
 - 3.4.1 Analyse der Ausgaben und Einnahmen nach Sachgruppen
 - 3.4.2 Analyse nach den hauptsächlichen staatlichen Aufgaben
- 4. Schluss**

1. WICHTIGE ROLLE DES FINANZPLANS

Bevor die Ergebnisse der Vorausberechnungen 2010–2013 dargelegt und analysiert werden, sei daran erinnert, dass mittelfristige Prognosen für die bestmögliche Regierungsführung sehr wichtig sind.

Sie zwingen jeden Bereich, sich in regelmässigen Abständen umfassende Gedanken darüber zu machen, welche Massnahmen umgesetzt werden müssen, und insbesondere die finanziellen und personellen Auswirkungen abzuschätzen sowie einen Zeitplan aufzustellen.

Auf diese Arbeit der verschiedenen Bereiche folgt dann die Gesamtschau, die darin besteht, die angemeldeten Bedürfnisse mit den gesamthaft verfügbaren Ressourcen in Einklang zu bringen und auf eine weiterhin gesunde Finanzlage auszurichten. Dies ist die Rolle des Staatsrates. Er hat

- eine Auswahl aus den zahlreichen zu erfüllenden Aufgaben zu treffen;
- die Prioritätenordnung festzusetzen und

- das geplante Programm sowie den Umsetzungszeitplan an die effektiv vorhandenen finanziellen Mittel anzupassen.

Präzise Prognosen sind natürlich schwierig, dies umso mehr als die Vorausberechnungen immer mit vielen Unwägbarkeiten verbunden sind. Der Staatsrat ist der Auffassung, dass es trotz all dieser Schwierigkeiten und Unsicherheiten, mit denen die Finanzplanung konfrontiert ist, unabdingbar ist, das aufgrund der gegenwärtigen Kenntnisse und der berücksichtigten Hypothesen wahrscheinlichste Szenario darzulegen. Die eigentliche Bedeutung des Finanzplans liegt nicht in den genauen Zahlen, sondern in den allgemeinen Tendenzen, die sich daraus ableiten lassen. Es geht nicht in erster Linie darum, das Wahrscheinliche zu erraten, sondern vielmehr darum, das Wünschbare vorzubereiten und es in den Bereich des Möglichen zu rücken.

Die Aktualisierung und die Verlängerung des Zeithorizonts des 2007 aufgestellten Legislaturfinanzplans sind aus zwei Gründen gerechtfertigt, erstens nämlich aufgrund des plötzlichen und massiven Wirtschaftseinbruch, in dessen Kontext die Intervention des Staates zu sehen ist, und zweitens weil in zwei Jahren in mehreren Bereichen, und insbesondere im Bereich der Gesundheit grosse Vorhaben fällig werden.

2. PLÖTZLICHER WIRTSCHAFTSEINBRUCH UND VIELE UNSICHERHEITSAKTOREN

2.1 Massiver und plötzlicher Wirtschaftseinbruch

Die letzten Jahre der Legislatur 2002–2006 sowie die Jahre 2007 und 2008 waren in verschiedener Hinsicht aussergewöhnlich und zeichneten sich in unserem Kanton aus durch

- eine sehr dynamische Konjunktur,
- eine mässige Inflation,
- sinkende Zinsen
- stark ansteigende Steuereinnahmen trotz fortlaufender Steuersenkungen und
- eine erhebliche Abnahme des Schuldendienstes und eine bedeutende Zunahme des Anlagenertrags.

Seit Herbst 2008 haben sich die Lage und die Wirtschaftsperspektiven radikal geändert. Eine derart rapide Verschlechterung der Wirtschaftsprognosen hat es kaum je einmal gegeben. Sämtliche Voraussagen sind sukzessive nach unten korrigiert worden. Es hat sich ein Klima der Verunsicherung und der Ungewissheit eingestellt, zu dem sich in gewissen Bereichen ein Vertrauensverlust gesellte. Dennoch lassen sich hier zwei positive Entwicklungen festhalten, nämlich das äusserst günstige Zinsniveau und die niedrige Inflationsrate.

Der drastische Umschwung von der Hochkonjunktur in die Rezession erschwert die Aktualisierung des Finanzplans und der Vorausschätzungen insbesondere für die Jahre 2011–2013. Ausserdem ist es nicht einfach, wenn man nach mehreren Rechnungsjahren, die mit einem Überschuss abschlossen, darlegen muss, dass man den nächsten Schwierigkeiten entgegenght.

2.2 Allgemeine Einschätzung mit vielen Unsicherheitsfaktoren

2.2.1 Wirtschaftliche Unsicherheitsfaktoren

Die Aktualisierung des Finanzplans fällt in eine Zeit sehr kontrastierender Wirtschaftsperspektiven. Einerseits lassen sich die ersten Anzeichen einer Erholung erkennen, während man andererseits aber mit weiter steigender Arbeitslosigkeit und schlechten Aussichten für die Exportindustrie rechnet. Gegenwärtig lässt sich kaum abschätzen, wann mit einem wirklichen Aufschwung zu rechnen ist. Ungewiss ist nicht nur der Zeitpunkt, sondern auch das Ausmass des Konjunkturaufschwungs. Mit Fragezeichen versehen ist auch die Entwicklung der Zinssätze und der Inflation. Eine weiterhin niedrige Inflation hat zweifelhaft positive Auswirkungen auf die Wirtschaft, wird aber auch die Entwicklung der Steuereinnahmen beeinflussen. Schliesslich darf nicht vergessen werden, dass sich die Wirtschaftskrise mit einer gewissen Verzögerung auf die Gemeinwesen auswirkt, und zwar sowohl bei den Steuereinnahmen als auch bei gewissen Sozialausgaben, die zumindest in einer ersten Phase über die Auswirkungen der automatischen Stabilisierungsmassnahmen (insbesondere die Massnahmen zur Bekämpfung der Arbeitslosigkeit) gedeckt sind. Die Auswirkungen der Krise machen sich in den Budgets der öffentlichen Haushalte somit erst ab 2011/12 wirklich bemerkbar.

2.2.2 Ungewissheiten auf Kantons- und Bundesebene

Bei der Aufstellung der Finanzprognosen werden sowohl die gesetzlichen Grundlagen, die bestehenden Aufgaben sowie die vom Staatsrat geplanten Vorhaben berücksichtigt. Es kann vorkommen, dass sie durch Entscheide des Grossen Rates zum Teil erhebliche Änderungen erfahren. So ist es beispielsweise schwierig abzuschätzen, welche Folge verschiedenen hängigen parlamentarischen Vorstössen, die Steuerfragen oder die Beteiligung der Gemeinden an der Finanzierung neuer Aufgaben betreffen, gegeben wird.

Was den Bund betrifft, so waren Umfang und Ausmass der Ungewissheiten und der finanziellen Risiken, die sich auf die Finanzen der Kantone auswirken können, noch nie so gross.

So nimmt der Druck auf Steuersenkungen, insbesondere bei der Familienbesteuerung, ständig zu. Der Bund hat es hier tatsächlich lange versäumt, etwas zu unternehmen. Der Finanzplan berücksichtigt die Entlastungen in der Familienbesteuerung und den nächsten Ausgleich der kalten Progression. Nicht berücksichtigt wird hingegen die Unternehmenssteuerreform (2. Etappe).

Der Bund hat in seinem am 19. August 2009 veröffentlichten Finanzplan im Zuge der Überprüfung seiner Aufgaben erhebliche jährliche Einsparungen eingeplant (1,2 Milliarden 2011 und 2012 sowie 1,5 Milliarden 2013). In Anbetracht der angekündigten Verschlechterung der Bundesfinanzlage wird sich der Druck auf die Kantone noch verstärken.

Weitere grosse Unsicherheitsfaktoren sind auch:

- die bevorstehenden Entscheide zur Anpassung der Sozialversicherungsbeiträge (die Sanierung der Arbeitslosenversicherung ist für 2011 vorgesehen) mit einer möglichen Kostenüberwälzung auf die Kantone von über 280 Millionen Franken;

- die künftige Entwicklung der Krankenversicherungssubventionierung des Bundes (mehr als 60 Millionen jährlich für den Kanton);
- die allfällige Einführung von Ergänzungsleistungen für bedürftige Familien auf Bundesebene (geschätzte Kosten für die Kantone: 300 Millionen);
- die Folgen der Eisenbahnreform 2, die an den Bundesrat zurückgewiesen worden ist;
- die dem Infrastrukturfonds bereitgestellten begrenzten Beträge, die für den Kanton darauf hinauslaufen könnten, gewisse Strasseninvestitionen vorfinanzieren zu müssen;
- die 6. IV-Revision, die sich gegenwärtig in der Vernehmlassung befindet;
- die ungewissen finanziellen Folgen der neuen Spitalfinanzierung (Subventionierung der Privatkliniken, Patientenfreizügigkeit) ab 2012. Im Finanzplan sind gewisse Beträge einbezogen, aber man weiss schon, dass der Staat sehr viel mehr in die Pflicht genommen wird, was uns vor ein Finanzierungsproblem stellen wird;
- die neue Pflegefinanzierungsregelung, die nach der Gesundheitsdirektorenkonferenz zu einem Kostentransfer auf die Kantone im Umfang von rund 350 Millionen Franken führen könnte. Im Finanzplan sind Beträge vorgesehen, die Schätzungen sind jedoch sehr heikel.

Unsicherheitsfaktoren gibt es schliesslich auch in einem letzten Bereich, und zwar bei den wichtigsten nicht fiskalischen Staatseinnahmen, die dem Kanton gegen 450 Millionen Franken einbringen:

- unser künftiger Anteil am Ressourcenausgleich: 235,9 Millionen 2008. Eine Neudotierung wird von den Eidgenössischen Räten für die Jahre 2012–2015 festgelegt;
- unser künftiger Anteil am Härtefallausgleich: 137,2 Millionen 2008. Auch hier wird der endgültige Entscheid 2011 fallen, auf der Grundlage der Schlussfolgerungen eines Evaluierungsberichts;
- unser Anteil am Nationalbankgewinn: 57 Millionen 2008. Die Direktion der Nationalbank hat bereits verlauten lassen, dass die Kantone mit einer geringeren Gewinnausschüttung rechnen müssen;
- unser Anteil an der Verrechnungssteuer: 22 Millionen 2008. Welche Folgen werden die Finanzkrise und die Angriffe auf den schweizerischen Finanzplatz für diese Einnahme haben?

Mit der Aufzählung dieser Unsicherheitsfaktoren und der Aufstellung dieses «Risikoinventars» wird deutlich, dass man sich in finanzieller Hinsicht in den kommenden Jahren auf einiges gefasst machen muss. Am besorgniserregendsten ist zweifellos der enge Handlungsspielraum des Kantons, um die vom Bund auferlegten Pflichten erfüllen zu können, die sich schon bei der Aufstellung des Legislaturfinanzplans angekündigt hatten und nun konkret werden. Da mittlerweile in mehreren Fällen das Datum des Inkrafttretens der Massnahmen feststeht, hat der Kanton keine andere Wahl, als sie umzusetzen. Dazu kommt, dass auf kantonaler Ebene die sich aus strukturellen – insbesondere demografischen – Entwicklungen ergebenden Bedürfnisse die vom Staat übernommenen Aufgaben immer stärker belasten werden. Dieser Druck

kommt gerade in dem Moment, da die Risiken für die Entwicklung unserer Einnahmen immer grösser werden.

Die unsicheren wirtschaftlichen und finanziellen Aussichten und die grösseren Risiken aus den bundespolitischen Entscheiden hätten uns veranlassen können, auf Einnahmen- und Ausgabenprognosen zu verzichten. Der Staatsrat glaubt aber ganz im Gegenteil, dass die Finanzplanung in einem instabilen und ungewissen Gesamtkontext an Interesse und Bedeutung gewinnt. Sie kündigt die manchmal negativen Entwicklungen an, auf die man sich gefasst machen muss, so dass man sich besser darauf vorbereiten kann, dort, wo es nötig ist, Gegensteuer zu geben.

3. FINANZPLAN 2010–2013

3.1 Ursprüngliche Schätzungen

Die ersten Prognosen der Dienststellen/Anstalten/Direktionen führten zu den folgenden Gesamtergebnissen:

	Finanzplan (in Millionen Franken)				TOTAL 2010– 2013
	2010	2011	2012	2013	
Defizit der Laufenden Rechnung	- 170,5	- 264,3	- 375,3	- 417,0	- 1227,1
Ausgabenüberschuss der Laufenden Rechnung	- 180,9	- 220,9	- 248,5	- 243,0	- 893,3
Finanzierungsfehlbetrag	- 230,0	- 347,0	- 452,8	- 486,5	- 1516,3

Diese Prognosen mussten natürlich geändert werden: Nicht nur, dass man damit ganz weit von den finanzrechtlichen Vorgaben entfernt gewesen wäre, sondern auch das gegenwärtige Staatsvermögen (626 Millionen Franken Ende 2008) wäre nach dem vorgezeichneten Szenarium Anfang 2012 aufgelöst gewesen. Der Staatsrat hat sich dieser Aufgabe gestellt und sich dabei bemüht, möglichst nah an das verfassungsrechtlich vorgeschriebene Gleichgewicht der Laufenden Rechnung heranzukommen. Dabei hat er auch die Notwendigkeit berücksichtigt, die Folgen der Wirtschaftskrise mit einer antizyklischen Politik so weit wie möglich abzuschwächen.

3.2 Anpassung der ursprünglichen Prognosen

Zur Redimensionierung des ursprünglichen Finanzplandesigns wurden namentlich die folgenden Bereiche überprüft: Investitionen, Personal, Subventionierung, laufende Ausgaben und Einnahmen, mit besonderem Augenmerk auf den neuen Vorhaben: Aus der folgenden Tabelle wird ersichtlich, wie gross die Anpassungen in den oben genannten Bereichen sind:

	Finanzplan 2010–2013 ursprünglich	Finanzplan 2010–2013 endgültig	Abwei- chung
(in Millionen Franken)			
LAUFENDE RECHNUNG	- 1227,1	- 297,6	- 929,5
Aufwand	13 619,5	12 968,0	- 651,5
· Personal	5 906,3	5 722,6	- 183,7
· Sachaufwand	1 801,6	1 707,5	- 94,1

· Transferzahlungen (Subventionen)	4 949,0	4 676,8	- 272,2
· Finanz- und Buchaufwand (Abschreibungen)	962,6	861,1	- 101,5
Ertrag	12 392,4	12 670,4	+ 278,0
Kantonssteuern	4 111,7	4 119,3	+ 7,6
· Vermögenserträge, Gebühren	2 283,1	2 368,1	+ 85,0
· Transferzahlungen	5 796,0	5 908,9	+ 112,9
Spezialfinanzierungen	201,6	274,1	+ 72,5
INVESTITIONEN	= 893,3	= 609,1	= -284,2
Ausgaben	1 167,8	938,3	- 229,5
Einnahmen	274,5	329,2	+ 54,7

Insgesamt wurde das Gesamtdefizit der Laufenden Rechnung um drei Viertel gesenkt und die zu Lasten des Staates gehenden Nettoinvestitionen wurden auf durchschnittlich 150 Millionen Franken jährlich stabilisiert. Mit allen diesen Anpassungen konnte der Finanzierungsbedarf für den Zeitraum 2010–2013 von 1,5 Milliarden Franken auf etwas mehr als 400 Millionen Franken gesenkt werden. Es wurden auf allen Ebenen Anstrengungen zur Defizit-senkung vorgenommen; alle Aufwand-/Ausgabenkategorien wurden nach unten und alle Ertrags-/Einnahmenkategorien nach oben korrigiert.

Der Staatsrat ist bei der Anpassung der Prognosen der Dienststellen und Anstalten allerdings mit Bedacht vorgegangen und hat zunächst einmal entschieden, dass die vielen beantragten neuen Vorhaben verschoben, zeitlich gestaffelt und redimensioniert werden sollen. Dieses Vorgehen rechtfertigt sich im Übrigen durch die immer wieder gemachte Feststellung von manchmal erheblichen Verzögerungen in der Umsetzung von Vorhaben.

3.3 Ergebnisse des Finanzplans 2010–2013

Nach Abschluss dieser Prüfung präsentiert der Staatsrat einen Finanzplan für den Zeitraum 2010–2013 mit folgenden Hauptergebnissen (in Millionen Franken):

	Vor- schlag 2010	Finanzplan			2010– 2013
		2011	2012	2013	
Überschuss (+), Defizit (-) der Lau- fenden Rechnung	+ 0,9	- 60,1	- 105,6	- 132,8	- 297,6
Ausgabenüberschuss (-) der Investi- tionsrechnung	- 128,7	- 147,0	- 175,8	- 157,6	- 609,1
Selbstfinanzierung	109,2	60,0	29,3	6,2	204,7
Finanzierungsfehl- betrag	19,6	87,0	146,4	151,4	404,4
Anteil der kantona- len Subventionen am kantonalen Steueraufkommen (Subventionsquote; gesetzliche Ober- grenze: 41%)	39,0	40,8	42,7	43,5	--

Trotz dieser zahlreichen erheblichen Anpassungen (s. oben Punkt 3.2), die der Staatsrat vorgenommen hat, zeigt der Finanzplan 2010–2013, dass uns demnächst eine ernstliche Verschlechterung der Kantonsfinanzen

bevorsteht. Natürlich müssen entsprechende Korrekturen im Rahmen der jährlichen Voranschläge beschlossen werden, was auch geschehen wird. Tatsache ist, dass aufgrund der Ergebnisse des Rechnungsjahres 2011, vor allem aber derjenigen der Jahre 2012 und 2013, gewisse Vorhaben, von denen einige verfassungsmässig vorgeschrieben sind, neu überdacht werden müssen. Die Vorschrift eines ausgeglichenen Haushalts wie auch der Plafonierung der Subventionsquote könnte auch bald dazu führen, dass der Grosse Rat ein entsprechendes Massnahmenpaket schnüren muss.

3.4 Inhalt des Finanzplans 2010–2013

3.4.1 Analyse der Ausgaben und Einnahmen nach Sachgruppen

Laufende Rechnung

Die verschiedenen Ertrags- und Aufwandskategorien der Laufenden Rechnung dürften sich wie folgt entwickeln (in Millionen Franken):

	<u>Jährliche Veränderung gegenüber dem Vorjahr</u>				<u>Veränderung 2009–2013</u>
	<u>Finanzplan</u>				
	<u>Voranschlag 2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>	
Aufwand	+ 147,0	+ 74,9	+ 124,7	+ 104,4	+ 451,0
· Personal	+ 44,6	+ 38,5	+ 41,6	+ 45,3	+ 170,0
· Sachaufwand	+ 38,2	+ 4,3	+ 5,1	+ 10,0	+ 57,6
· Transferzahlungen (Subventionen)	+ 43,0	+ 29,0	+ 68,3	+ 47,4	+ 187,7
· Finanz- und Buchaufwand (Abschreibungen)	+ 21,2	+ 3,1	+ 9,7	+ 1,7	+ 35,7
Ertrag	+ 147,2	+ 13,9	+ 79,2	+ 77,2	+ 317,5
Kantonssteuern	– 30,9	+ 10,5	+ 30,3	+ 35,5	+ 45,4
· Vermögenserträge, Gebühren	+ 36,4	+ 0,2	+ 10,3	+ 7,0	+ 53,9
· Transferzahlungen	+ 106,6	+ 18,1	+ 39,3	+ 37,0	+ 201,0
Spezialfinanzierungen	+ 35,1	– 14,9	– 0,7	– 2,3	+ 17,2

Diese Tabelle verdeutlicht sehr genau die Problematik der Kantonsfinanzen in den nächsten Jahren, nämlich ein grössere jährliche Zunahme des Aufwands als des Ertrags.

Die Aufwandsteigerung entfällt zu fast 80% auf die Lohnsumme und die Transferzahlungen. Dazu ist Folgendes zu sagen:

- Personalaufwand: Diesbezüglich sah sich der Staatsrat damit konfrontiert, dass sehr viele neue Stellen beantragt wurden, nämlich mehr als 1000 Einheiten. Diese Eingaben wurden im Detail geprüft, und nach einem strengen Auswahlverfahren wurden rund 720 Stellen für den Zeitraum 2010–2013 provisorisch genehmigt, insbesondere zur Bedarfsdeckung in den verschiedenen Bereichen des Bildungswesens (+ 400 Stellen), der Gesundheitsnetze (über 80 zusätzliche Stellen) und auch entsprechend gewisser Vorgaben (Arbeitsgesetz, Verlängerung der Feriendauer).

- Subventionierung: In diesem Bereich musste einer Reihe von neuen und bedeutenden finanziellen staatlichen Interventionen entsprochen werden, deren Kosten in den meisten Fällen ausschliesslich vom Kanton übernommen werden. Um nur die wichtigsten zu nennen: Gemeindegemeinschaften/Finanzausgleich (+ 11,5 Mio. ab 2011), Neuregelung der Spitalfinanzierung (+ 28,5 Mio. ab 2012), Ergänzungsleistungen für Familien (+ 15 Mio. ab 2012, + 30 Mio. ab 2013), Mutterschaftsentschädigungen (+ 3,6 Mio. ab 2011), Kinderbetreuungseinrichtungen (+ 2 Mio. ab 2011). Dies alles kommt zu den anhaltenden Belastungen in einigen anderen Bereichen wie den Schulen und Sonderheimen, den Pflegeheimen, der Krankenversicherung und den Ergänzungsleistungen hinzu, die jährlich mit Mehrkosten von an die 20 Millionen Franken zu Buche schlagen.
- Die Erträge, insbesondere die Steuereinnahmen, reagieren mit Verzögerung auf die Auswirkungen der aktuellen Wirtschaftskrise. Die Steuereinkünfte werden, nach einem deutlichen Rückgang 2010–2011 bei den juristischen Personen, erst ab 2012 wieder gleich fliessen wie in den letzten Jahren. Dieser Einnahmehausfall kann glücklicherweise zum Teil mit voraussichtlich höheren Einnahmen aus der NFA (+ 44 Mio. 2010, + 13 Mio. zusätzlich 2011, + 15 Mio. mehr 2012) teilweise kompensiert werden. Im Übrigen dämpfen auch die höheren Beteiligungen des Bundes, der Gemeinden und Dritter an der Finanzierung der kantonalen Aufgaben diesen Schock, denn ihre Zuwachsraten entsprechen in etwa derjenigen der entsprechenden Aufwendungen.

Investitionen

Nach einer detaillierten Prüfung hat sich der Staatsrat für folgendes Investitionsprogramm 2010–2011 entschieden (Angaben in Millionen Franken):

	<u>Finanzplan</u>				<u>2010–2013</u>
	<u>Voranschlag 2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>	
Sachgüter					
· Bruttoausgaben	174,0	186,3	177,5	155,2	693,0
· Nettoausgaben	90,0	101,7	120,5	102,2	414,4
Investitionsbeiträge					
· Bruttoausgaben	53,1	58,1	67,0	67,1	245,3
· Nettoausgaben	38,7	45,3	55,3	55,4	194,7
Total					
· Bruttoausgaben	227,1	244,4	244,5	222,3	938,3
· Nettoausgaben	128,7	147,0	175,8	157,6	609,1

Eine detaillierte Liste der Investitionen ist im Anhang zu diesem Bericht zu finden.

Zu diesem Investitionsprogramm ist Folgendes zu sagen:

- Umfang: Im Zeitraum 2010–2013 soll im Durchschnitt pro Jahr eine Summe von 235 Millionen Franken für Investitionen bereitgestellt werden. Dieses Investitionsvolumen liegt um ein Viertel über den effektiven Ausgaben der letzten Rechnungsjahre. Damit trägt der Staat zweifellos in nicht unerheblichem Mass auch zur Stützung der Freiburger Wirtschaft bei.

- Finanzierung: In der kommenden Periode 2010–2013 wird der Staat noch mehr gefordert sein, da sich die Nettoinvestitionen, die ganz zu Lasten des Staates gehen, um rund 50% auf durchschnittlich 150 Millionen Franken pro Jahr erhöhen dürften (100 Millionen von 2005 bis 2008). Das heisst auch, dass die anstehenden Vorhaben nicht oder weniger stark vom Bund subventioniert werden.
- Inhalt: In den Jahren 2010–2013 sollen einige Grossprojekte abgeschlossen werden (namentlich Kollegium Gambach, Universität, Lehrwerkstätten, Strafanstalten von Bellechasse, H189), aber auch die Arbeit an anderen Projekten aufgenommen werden (insbesondere FH-GS, Kantonsbibliothek, Gebäude des Polizeikommandos, Polycom-Netz, Freiburger Spitalnetz, Poyabrücke). Zu den Investitionsbeiträgen ist zu sagen, dass der Kanton bedeutend mehr zu den Skiliften und Seilbahnen (16 Mio. über diesen Zeitraum), zum öffentlichen Verkehr (77 Mio. über diesen Zeitraum) und im Energiebereich (30 Mio. über diesen Zeitraum) beisteuern will. Insbesondere in den letzten beiden Bereichen wird die Finanzierung der geplanten Vorhaben sichergestellt werden müssen, bevor sie umgesetzt werden können.

3.4.2 Analyse nach den hauptsächlichen staatlichen Aufgaben

Bei näherer Betrachtung des Finanzplans unter dem Gesichtspunkt der verschiedenen Bereiche der staatlichen Intervention sind interessante Entwicklungen festzustellen.

Laufende Rechnung

Die sich im Laufe der Zeit ändernden Bedürfnisse der Bevölkerung und der Wirtschaft, die Umsetzung zahlreicher Vorhaben sowie Anpassungen bei der Kostenverteilung sind die Hauptursachen für die Umverteilung von Geldern zwischen den wichtigsten vom Staat übernommenen Aufgaben.

Zunahme der verschiedenen Bruttoaufwandpositionen der Laufenden Rechnung

2013 gegenüber 2009 in%				
überdurchschnittlich	Durchschnitt	unterdurchschnittlich		
Verkehr	+ 29,1	+ 15,3	Bildung	+ 10,9
Allgemeine Verwaltung	+ 24,1		Volkswirtschaft	+ 9,8
Soziale Wohlfahrt	+ 22,5		Öffentliche Sicherheit	+ 9,2
Gesundheit	+ 19,5		Umwelt und Raumordnung	+ 4,4
			Finanzhaushalt und Steuern	+ 4,0
			Kultur und Freizeit	– 0,4

Als jährlichen Aufwand würde der Staat nach den Prognosen im Jahr 2013 451 Millionen Franken mehr als 2009 ausgeben. Damit würde namentlich der Mehrbedarf in folgenden Bereichen finanziert:

- soziale Wohlfahrt: + 122 Mio.,
- Bildung: + 109 Mio.,
- Gesundheit: + 94 Mio.,

die also allein schon drei Viertel des zusätzlichen Gesamtaufwands beanspruchen würden.

Eine solche tendenzielle Konzentration ist nicht völlig neu, und sie widerspiegelt letztlich auch ziemlich genau die Regierungsprioritäten.

Mit einer feineren Analyse lassen sich jedoch noch einige besondere Schwerpunkte hervorheben. So in den folgenden Bereichen:

Bereich	Leistungen	Mehraufwand 2013 gegenüber 2009	
		%	Mio.
Bildung	Kindergarten	+ 38	+ 13,5
Gesundheit	Neuregelung Spitalfinanzierung	--	+ 28,0
	Krankenversicherung	+ 20	+ 27,1
Soziale Wohlfahrt	Pflegeheime	+ 41	+ 21,5
	Ergänzungsleistungen für Familien	--	+ 30,0
Verkehr	Öffentlicher Regionalverkehr:	+ 53	+ 26,4

Einige dieser neuen Aufwendungen sind übrigens von Entscheiden des Bundes abhängig, und ihre Finanzierung muss noch eingehend geprüft werden.

Investitionen

Hier sollen die Gelder etwas anders verteilt werden als bisher, wie die folgende Tabelle zeigt:

Investitionsausgaben (in Millionen)

	Voranschlag 2009		Total 2010–2013	
	Mio.	%	Mio.	%
Allgemeine Verwaltung	29,5	12,9	32,0	3,4
Öffentliche Sicherheit	10,7	4,7	61,9	6,6
Bildung	16,9	7,4	180,0	19,2
Kultur und Freizeit	2,4	1,0	14,2	1,5
Gesundheit	16,5	7,2	68,2	7,3
Soziale Wohlfahrt	5,9	2,6	24,4	2,6
Verkehr	100,1	43,6	352,1	37,5
Umwelt und Raumordnung	18,1	7,9	52,8	5,6
Volkswirtschaft	26,2	11,4	143,1	15,3
Finanzhaushalt und Steuern	3,0	1,3	9,6	1,0
	229,3	100,0	938,3	100,0

Im Zeitraum 2010–2013 dürfte es bei den Investitionen zu einer eigentlichen Umschichtung kommen:

- Einerseits wird es weniger Arbeiten für Vorhaben für die allgemeine Verwaltung geben, und
- andererseits entfällt auf den Bereich Verkehr im Allgemeinen – obschon prozentual rückläufig – immer noch mehr als ein Drittel der Gesamtinvestitionen. Allerdings geht der auf die Strassen entfallende Anteil von 39,1% auf 27,5% zurück, während gleichzeitig deutlich mehr in den öffentlichen Verkehr investiert wird, nämlich 8,3% des Gesamtinvestitionsvolumens (2009 waren es 4,5%).

- Schliesslich ist eine deutliche Zunahme der Investitionen für die Bildung (viele verschiedene Vorhaben: Gambach, Kollegium des Südens, Fachhochschule Gesundheit und Soziales, Universität, Lehrwerkstätten, Fachhochschule für Technik), für die öffentliche Sicherheit (Polizei: Gebäude des Polizeikommandos, Polycom), für die Wirtschaft, besonders für den Tourismus (Skilifte und Seilbahnen) und für die Energie (geplante 30,5 Millionen Franken über 4 Jahre gegenüber 2,2 Millionen Franken 2009) zu erwarten.

4. SCHLUSS

Die Aktualisierung des Finanzplans mit den vielen Unsicherheitsfaktoren sowohl auf der Ausgabenseite als auch bei den Einnahmen ist womöglich noch nie so heikel gewesen. In Anbetracht der Finanzperspektiven der Jahre 2011–2013 hat sich der Staatsrat gefragt, ob er nicht bereits jetzt Sparmassnahmen prüfen und vorlegen sollte. Angesichts der in Punkt 2 angesprochenen Unsicherheitsfaktoren und der schwierigen Wirtschaftslage, für die vor kurzem ein Stützungsplan ins Leben gerufen worden ist, hat er aber beschlossen, vorläufig darauf zu verzichten. Er möchte aber schon jetzt feststellen, dass der Staat in Anbetracht der finanziellen Aussichten gegenwärtig nicht in der Lage ist, alle im Finanzplan vorgesehenen Vorhaben (beispielsweise in den Bereichen Energie, Verkehr und Ergänzungsleistungen) und die Mehrkosten bestehender Aufgaben, insbesondere im Gesundheitswesen mit der Kostenüberwälzung auf die Kantone, zu finanzieren.

Sollte sich ausserdem der Konjunkturaufschwung verzögern oder nur sehr zaghafte sein, könnten die finanziellen Schwierigkeiten rasch immer grössere Kreise ziehen. So

werden wir unsere Leistungen und Bestrebungen überdenken müssen, wenn nur schon unsere Anteile am Finanzausgleich oder Nationalbankgewinn zurückgehen oder auch nur stagnieren. So zeigen die Liste der neuen Vorhaben, der grosse Bedarf an neuen Stellen, die vielen Ausgabenautomatismen und die Bewältigung der demografischen Herausforderungen (Bildung, Gesundheit, Betagtenbetreuung), dass wir es nicht bloss mit vorübergehenden Schwierigkeiten zu tun haben, sondern mit grossen strukturellen Herausforderungen. Die angekündigten Defizite sind nur zum Teil auf die voraussichtlichen Auswirkungen der Krise zurückzuführen. Sie beruhen vor allem auf der grundlegenden Bedarfsentwicklung, den Auswirkungen der Lastenübertragung vom Bund an den Kanton (Gesundheit) oder der Gemeinden an den Staat und den steigenden Ansprüchen der Gesellschaft. Mit anderen Worten wird das Ende der Krise nicht automatisch den Staatshaushalt wieder ins Lot bringen. Ganz im Gegenteil, es wird eine Daueraufgabe bleiben, die zunehmenden Bedürfnisse der freiburgischen Gesellschaft mit ihrer Finanzierung in Übereinstimmung zu bringen. Ein nachhaltiges Haushaltsgleichgewicht ist übrigens von unserer Verfassung vorgeschrieben. Unsere gegenwärtig gesunden Finanzen erlauben es uns, diese Herausforderung mit einer gewissen Gelassenheit anzugehen, es wird aber ein hartes Stück Arbeit werden. Das Parlament, die Gemeinden und die Bürgerinnen und Bürger werden dies verstehen müssen, wenn sie wollen, dass der Kanton ein optimales Verhältnis zwischen dem staatlichen Leistungsangebot und der Steuerbelastung bewahren kann.

Der Staatsrat lädt Sie ein, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.

SACHGÜTER
(in Millionen Franken)

ANHANG

	V 2010		2011		Finanzplan 2012		2013	
	Brutto	Netto	Brutto	Netto	Brutto	Netto	Brutto	Netto
<u>EKSD</u>								
Kollegien: Einrichtung	0,6	0,6	1,0	1,0	--	--	--	--
Kollegium Gambach	8,0	8,0	15,0	15,0	15,0	15,0	17,0	17,0
Kollegium des Südens	1,0	1,0	5,0	5,0	6,0	6,0	1,5	1,5
Fachhochschule Gesundheit	--	--	2,0	1,3	7,0	5,3	10,0	7,5
Fachhochschule Soziale Arbeit	--	--	--	--	--	--	--	--
Universität	6,5	1,3	12,5	5,5	17,0	11,9	6,0	4,2
Archiv	--	--	0,1	0,1	0,4	0,4	2,0	2,0
Kantons- und Universitätsbibliothek	0,5	0,4	0,5	0,4	2,0	1,5	5,0	3,8
Museum für Kunst und Geschichte	--	--	--	--	--	--	0,1	0,1
<u>SJD</u>								
Polizei: Gebäude	1,1	1,1	1,3	0,7	2,5	2,5	8,5	8,5
Polizei: Polycom	0,5	0,5	14,0	9,5	14,0	10,0	6,5	2,0
Gefängnisse	0,1	0,1	0,8	0,8	0,7	0,7	--	--
Anstalten von Bellechasse	6,9	5,3	1,0	-0,6	2,0	1,7	2,0	1,7
<u>ILFD</u>								
Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg	0,4	0,4	2,0	2,0	2,5	2,0	0,5	0,5
Forsten	1,2	1,2	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
<u>VWD</u>								
Lehrwerkstätten	9,0	6,0	6,5	3,5	--	-3,5	--	--
Fachhochschule für Technik und Wirtschaft	--	--	0,5	0,4	0,5	0,4	2,0	1,6
<u>GSD</u>								
freiburger spital: Gebäude	12,3	6,0	9,3	7,8	2,5	2,5	2,6	2,6
freiburger spital: Einrichtung	7,5	7,5	7,0	7,0	6,5	6,5	6,5	6,5
Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit	0,6	0,6	0,4	0,4	0,3	0,3	2,0	2,0
Wäscherei von Marsens	1,3	1,3	1,5	1,5	--	--	--	--
<u>FIND</u>								
ITA: Verkabelung	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Sportanlagen St. Leonhard	0,5	--	--	--	--	--	--	--

RUBD

Kantonsstrassen	57,8	7,0	68,0	15,6	67,2	38,2	53,5	23,4
Nationalstrassen	5,6	0,5	2,5	- 0,2	1,7	- 0,2	1,5	- 0,2
Hochbauamt: Kantonale Laboratorien, vereinigt Kantonsgericht, Kanzlei, Liegenschaftserwerb	7,2	7,2	12,7	12,7	4,5	4,5	2,5	2,5
Total	129,2	56,6	165,1	90,9	153,8	107,2	131,2	88,7

DARLEHEN UND BETEILIGUNGEN

(in Millionen Franken)

	V 2010		2011		Finanzplan 2012		2013	
	Brutto	Netto	Brutto	Netto	Brutto	Netto	Brutto	Netto
<u>EKSD</u>								
Ausbildungsdarlehen	0,5	0,1	0,5	0,1	0,5	0,1	0,5	0,1
<u>ILFD</u>								
Darlehen des Landwirtschaftsfonds	4,5	0,5	4,5	0,4	4,5	0,3	4,5	0,2
Darlehen an Landwirtschaftsbetriebe	0,5	- 0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
<u>VWD</u>								
Darlehen für Seilbahn- und Skiliftanlagen	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0
Darlehen IHG	1,1	- 1,0	1,0	- 0,8	0,5	- 1,2	0,5	- 1,1
Darlehen NRP	4,8	4,8	5,6	5,6	6,5	6,5	6,8	6,8
Verkehr	--	- 1,1	--	- 1,1	--	- 1,1	--	- 1,1
<u>GSD</u>								
Alimente	5,8	3,0	6,1	3,1	6,2	3,2	6,2	3,1
<u>FIND</u>								
Darlehen FTTH	15,0	15,0	--	--	--	--	--	--
Wertschriftenkäufe	9,6	9,6	--	--	--	--	--	--
Total	44,8	33,4	21,2	10,8	23,7	13,3	24,0	13,5

INVESTITIONSBEITRÄGE
(in Millionen Franken)

	V 2010		2011		Finanzplan 2012		2013	
	Brutto	Netto	Brutto	Netto	Brutto	Netto	Brutto	Netto
<u>EKSD</u>								
Gebäude für kulturelle Zwecke	1,1	1,1	1,0	1,0	1,5	1,5	0,1	0,1
Gebäude für sportliche Aktivitäten	--	--	--	--	1,0	1,0	1,0	1,0
<u>ILFD</u>								
Bodenverbesserungen	17,4	9,5	17,2	9,0	17,5	9,3	17,7	9,5
Forsten	0,1	--	--	--	--	--	--	--
<u>VWD</u>								
Verkehr	12,6	12,6	15,8	15,8	21,3	21,3	27,3	27,3
Energie	8,3	6,4	6,4	6,0	7,4	7,0	8,4	8,0
<u>GSD</u>								
Spitäler	1,0	1,0	4,0	4,0	5,7	5,7	--	--
<u>RUBD</u>								
Niveauübergänge	0,4	0,2	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Gewässer	3,0	1,1	3,8	2,0	3,7	2,0	3,7	2,0
Umweltschutz	3,4	1,0	3,4	1,0	2,4	1,0	2,4	1,0
Primarschulbauten	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3
Orientierungsschulbauten	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Total	53,1	38,7	58,1	45,3	67,0	55,3	67,1	55,4
TOTAL INVESTITIONEN	227,1	128,7	244,4	147,0	244,5	175,8	222,3	157,6